



HAL
open science

Le temps des manifestations

Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Nonna Mayer. Le temps des manifestations. Revue européenne des sciences sociales (Cahiers Vilfredo Pareto), 2004, XLII (129), pp.219 - 224. 10.4000/ress.410 . hal-03458728

HAL Id: hal-03458728

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458728>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nonna MAYER

LE TEMPS DES MANIFESTATIONS

Comme toute activité sociale, la contestation a son temps propre. Elle a ses jours. Les manifestations de rue sont plus fréquentes en semaine, avec un pic le jeudi, même si celles du dimanche attirent plus de monde¹. Elle a ses saisons. «L'hiver est le temps du repli sur soi, alors que le printemps est propice aux explosions revendicatives avec ses rythmes traditionnels de contestation», note Philippe Besnard dans son enquête sur les cadences et les rythmes de la vie collective des Français. Révoltes paysannes de l'Ancien Régime, grèves ouvrières et révoltes urbaines du XIX^e, toutes ces actions connaissent le même pic printanier². Si les congés payés sont venus bouleverser le rythme des mouvements sociaux, aujourd'hui encore grèves et manifestations de rue se multiplient en mai-juin, désormais encadrées toutefois par deux autres saisons contestataires, l'une en mars, l'autre en septembre-octobre, la rentrée sociale succédant à la grande pause estivale³. Il y a enfin des périodes plus effervescentes que d'autres, porteuses de cycles de protestation comme les années trente, mai 68, ou l'automne 95. Mais globalement la contestation tend à se développer dans les démocraties occidentales, qu'on en juge par le nombre de manifestations recensées⁴, la proportion de personnes déclarant avoir déjà participé à des manifestations de rue⁵ ou simplement prêtes à le faire, pour défendre leurs opinions ou leurs revendications. C'est cette légitimité croissante de la manifestation de rue, définie au sens large comme occupation collective de l'espace public à des fins d'expression politique, qui retient ici notre attention.

¹ Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 82 et Danièle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 633.

² Philippe Besnard, *Mœurs et humeurs des Français au fil des saisons*, Paris, Baland, 1989, p. 124. Voir notamment le graphique établi à partir des données fournies par Mark Traugott sur l'édification des barricades en France entre 1788 et 1871, p. 110.

³ Besnard, *op. cit.*, p.125; Fillieule, *op. cit.*, p. 75-77.

⁴ Le dépouillement des archives policières pour les villes de Nantes et Marseille durant les années 80 réalisé par Olivier Fillieule montre une augmentation régulière du nombre de manifestations. Dans le même temps toutefois le nombre moyen de manifestants a baissé, les manifestations perdent de leur ampleur au profit de nombreuses micro-mobilisations (*op. cit.* p. 71-75).

⁵ Sur la hausse du nombre de personnes déclarant avoir déjà manifesté voir les enquêtes comparatives « Valeurs », présentées dans un numéro spécial de la revue *Futuribles*, juillet-août 2002, n°277, et l'enquête européenne « Beliefs in government », notamment l'analyse de Richard Topf, « Beyond electoral participation », in Hans Dieter Klingemann et Dieter Fuchs (dir.), *Citizens and the State*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 27-51.

LE POTENTIEL PROTESTATAIRE

Dans leur travail pionnier sur la transformation des formes de participation politique dans les démocraties occidentales, révélée par les « nouveaux mouvements sociaux » des années soixante, Barnes et Kaase⁶ notaient la routinisation des modes d'action collective initiés par le mouvement ouvrier : tels que grève, manifestation de rue, occupation de locaux, etc., et leur diffusion au sein des classes moyennes et supérieures. Ils liaient l'essor d'un « potentiel protestataire », mesuré par la proportion de la population approuvant le recours à de tels moyens, aux transformations de la société post industrielle. La hausse du niveau d'étude, la montée des valeurs « post matérialistes » centrées sur l'épanouissement individuel et le refus de l'autorité, rendraient les citoyens plus autonomes et plus critiques. Elles les inciteraient à interpeller directement les gouvernants, sans passer par la médiation des représentants élus, et favoriseraient la multiplication des demandes sectorielles.

Le cas de la France est à cet égard exemplaire. Depuis la fin des années 80 les enquêtes du Cevipof, menées auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population électorale, posent régulièrement une batterie de questions sur les moyens d'action envisagés pour défendre ses opinions ou ses revendications (tableau 1)⁷. Les réponses sont corrélées et permettent de construire une échelle d'attitude, mesurant l'intensité du « potentiel protestataire » selon le nombre et la nature des moyens d'actions envisagés, allant des moins aux plus radicaux⁸. Si une très large majorité des personnes interrogées approuve le principe de la grève ou de la manifestation, moins de la moitié est d'accord pour occuper des locaux ou refuser de payer ses impôts et seule une infime minorité accepte de peindre des slogans sur les murs ou de provoquer des dégâts matériels. A l'exception des deux derniers modes d'action, tous les autres ont vu leur légitimité considérablement progresser d'une enquête à l'autre. Aujourd'hui moins d'un électeur sur dix n'envisage aucun des six moyens proposés. Et la manifestation de rue bat tous les records de popularité. En 1988, un Français sur deux était prêt à y recourir. En 1995 la proportion passait à deux sur trois, et en 2002 elle dépassait les trois quarts, soit une progression record de 27 points, qui met aujourd'hui la manifestation à peu près au même rang que la grève dans la hiérarchie des moyens d'action envisagés (tableau 1).

⁶ Samuel H. Barnes, Max Kaase (dir.), *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, London, Sage, 1979.

⁷ Enquêtes administrées par la Sofres, en face à face, échantillons construits sur quotas. Ce sont des enquêtes post électorales pour 1988 et 1995 et pré-electorale pour 2002 : vague 1 (8-20 avril) du Panel électoral français 2002, enquête en trois vagues associant le Cevipof (Paris), le Cidsp (Grenoble), et le Cecop (Paris).

⁸ Une échelle hiérarchique (h de Loevinger). Voir la note méthodologique de Guy Michelat sur « Les échelles d'attitudes et de comportements », in Cevipof, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 229-236. En fait le refus de payer ses impôts relève d'une autre logique contestataire et ne rentre pas dans l'échelle. On le fait figurer pour mémoire sur le tableau 1.

Tableau 1. *Les modes d'action protestataires (%)*

« Voici un certain nombre de moyens que les gens utilisent parfois pour faire connaître leurs opinions ou leurs revendications. Pouvez-vous me dire pour chacun d'eux si vous l'approuveriez ou pas du moins dans certaines circonstances ? »

%	1988	1995	2002	Ecart
Provoquer des dégâts matériels	1	2	2	+ 1
Peindre des slogans sur les murs	6	6	5	0
Refuser de payer les impôts	23	37	32	+ 8
Occuper un bâtiment administratif	28	42	43	+ 15
Participer à des manifestations de rues	49	62	77	+ 27
Faire grève	66	74	79	+ 13
	(3847)	(4078)	(4107)	

Enquêtes CEVIPOF 1988/1995 et Panel électoral français 2002, vague 1. Population métropolitaine inscrite sur les listes électorales.

LA DYNAMIQUE MANIFESTANTE

Cette dynamique est portée par le renouvellement générationnel, comme le montre une analyse par cohortes, suivant l'évolution des opinions à l'égard de la manifestation selon l'année de naissance, de l'élection présidentielle de 1988 à celle de 2002 (tableau 2). Quelle que soit la période considérée, les jeunes se montrent plus enclins à soutenir la manifestation, activité physique et parfois violente. On note de 40 à 50 points d'écart entre le « potentiel manifestant » avant 25 ans et à partir de 74 ans. Mais quelle que soit l'année de naissance, tout au long de la période considérée, l'acceptation de cette forme d'action a globalement progressé. Chaque nouvelle cohorte qui atteint l'âge de la majorité électorale se montre plus attachée à ce mode d'action que la précédente au même âge. Et en vieillissant les générations précédentes s'y sont converties en proportion croissante. En 1988 la manifestation n'était majoritairement acceptée que chez les générations nées depuis 1943. En 1995 elle le devient chez celles de la guerre et de l'immédiate avant guerre (nées entre 1936 et 1942) et en 2002 chez pratiquement toutes les générations.

Depuis les années 80, la manifestation a progressivement acquis sa légitimité dans toutes les catégories de la population. C'est aujourd'hui un mode d'action majoritairement approuvé dans toutes les catégories socioprofessionnelles, même chez les indépendants encore très réticents en 1988 (tableau 3). Si les femmes y sont moins favorables que les hommes (respectivement 74 et 80% d'approbation en 2002), c'est à cause du poids plus marqué des personnes âgées.

Chez les moins de 35 ans, le genre n'entraîne plus de différence. Et si le recours à l'action collective et solidaire pour défendre ses revendications est plus ancré dans la culture de gauche, il s'est considérablement développé chez les

Tableau 2. *Acceptation de la manifestation par cohortes (%)*

Année de naissance	Age 1988	1988	1995	2002	Age 2002	Evolution 1988/2002
1978-1984		-	-	88	18-24 ans	-
1971-1977		-	83	89	25-31 ans	+6
1964-1970	18-24 ans	68	74	87	32-38 ans	+19
1957-1963	25-31 ans	65	73	85	39-45 ans	+20
1950-1956	32-38 ans	62	71	79	46-52 ans	+17
1943-1949	39-45 ans	51	61	71	53-59 ans	+20
1936-1942	46-52 ans	44	51	70	60-66 ans	+26
1929-1935	53-59 ans	36	47	62	67-73 ans	+26
1922-1928	60-66 ans	32	40	48	74 ans +	+16
1915-1921	67-73 ans	30	32	-		
1908-1914	74 ans +	23	-	-		
Total		49 (3847)	62 (4078)	77 (4107)		

Enquêtes CEVIPOF 1988/1995 et Panel électoral français 2002, vague 1. Population métropolitaine inscrite sur les listes électorales.

électeurs de droite où le taux d'approbation de la manifestation a progressé de plus de 30 points de pourcentage depuis 1988 (tableau 4).

Le « potentiel manifestant » tel que le mesurent ces questions ne se traduira pas nécessairement en actes. La mobilisation effective dépend du travail militant, de la force des réseaux, de l'efficacité de la propagande des organisations qui appellent à manifester⁹. Et chaque manifestation est un événement unique, dont la temporalité, ses revendications, le public ne ressemblent à aucun autre¹⁰. Mais les sondages nous renseignent sur l'adhésion de principe et sur la légitimité de la manifestation comme forme d'action collective. Et ils suggèrent une indéniable familiarisation des jeunes d'aujourd'hui avec la pratique de la manifestation et de la grève (tableau 5). A la veille du scrutin présidentiel du 21 avril 2002, un cinquième des personnes interrogées âgées de 65 ans ou plus disent avoir participé au moins une fois à ce type d'action quand elles avaient entre 15 et 20 ans. La proportion dépasse les deux tiers dans la tranche des 18-24 ans.

⁹ Sur les deux séquences type des mouvements sociaux, la « mobilisation du consensus » suivie par la « mobilisation de l'action » voir l'article classique de Bert Klandermans et Dirk Oegema, « Potentials, networks, motivations and barriers: steps towards participation in social movements », *American Sociological Review*, 52, 1987, p. 519-531.

¹⁰ Sur la sociologie des événements manifestants voir Olivier Filleule, *op. cit.* chapitre 2 et sur la méthodologie du sondage auprès des manifestants, en situation, voir Pierre Favre, Olivier Filleule, Nonna Mayer, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants: fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47(1), 1997, p. 3-28.

Tableau 3. *Acceptation de la manifestation selon la profession et le statut (%)*.

	Agricul.	Patron	Cadre sup	P. intern	Employé	Ouvrier	Chômeur	Etudiant	Privé	Public
1988	43	31	60	57	48	46	52	81	47	56
1995	48	42	75	69	61	59	71	90	62	69
2002	65	65	83	83	74	75	80	94	75	83
	+22	+34	+23	+26	+26	+29	+28	+13	+28	+27

Enquêtes CEVIPOF 1988/1995, Panel électoral français 2002, vague 1. Population métropolitaine inscrite sur les listes électorales.

Tableau 4. *Acceptation de la manifestation selon la position sur l'échelle gauche droite (%)*.

	Gauche 1	2	3	4	5	6	7 Droite	Total
1988	75	72	61	42	35	35	37	49
1995	74	79	78	60	55	46	40	62
2002	91	89	84	73	70	65	67	77
	+16	+17	+23	+31	+35	+30	+30	+28

Enquêtes CEVIPOF 1988/1995 et Panel électoral français 2002, vague 1. Population métropolitaine inscrite sur les listes électorales.

Tableau 5. *Pratique de la grève et de la manifestation en fonction de l'âge (%)*.

«Entre 15 et 20 ans, avez-vous participé à une manifestation ou à une grève?»						
%	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans +	Total
Jamais	33	39	55	60	79	57
Une fois	25	25	16	14	8	16
Plusieurs fois	42	36	28	26	12	27
SR	0 (409)	0 (735)	1 (1130)	0 (916)	1 (917)	0 (4107)

Enquêtes CEVIPOF 1988/1995 et Panel électoral français 2002, vague 1. Population métropolitaine inscrite sur les listes électorales.

Cette hausse du potentiel manifestant s'inscrit dans une tendance de fond, observée dans tous les pays de l'Union européenne. D'après les enquêtes comparatives « Valeurs », entre 1981 et 1999 la proportion d'Européens déclarant avoir déjà suivi une manifestation autorisée est passée de 18 à 27%¹¹. Mais pour

¹¹ Voir Pierre Bréchon, « Des valeurs politiques entre pérennité et changement », *Futuribles*, juillet-août 2002, n° 277, p. 106-107. Sur les mobilisations concrètes voir aussi Sidney Tarrow, Doug Imig (dir.), *Contentious Europeans*, Rowman et Littlefield, 2002.

diverses raisons, – centralisation de l'Etat, absence d'instances alternatives de régulation et de médiation, fragmentation syndicale et faiblesse de la tradition réformiste, crise de la représentation politique- elle est encore plus marquée en France, qui est dans le peloton de tête avec 38% de manifestants déclarés en 1999, aux côtés de la Grèce et de la Belgique (respectivement 38 et 39%). L'ardeur manifestante ne paraît donc pas près de s'éteindre.

Il n'est pas inutile de rappeler enfin que dans toutes nos enquêtes ceux qui approuvent et pratiquent la manifestation et la grève sont aussi les plus attachés à la démocratie et à ses institutions, les plus attachés à l'exercice du droit de vote. Loin de s'opposer, ces formes de participation politique se complètent. Elles témoignent de l'élargissement du « répertoire d'action » des citoyens et de leur aspiration à une démocratie plus directe, plus participative, plus forte.

*Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)-CNRS, Paris
mayer@msh-paris.fr*